

Des syndicats de la fonction publique québécoise réclament des actions concrètes pour contrer les impacts de la pénurie de main-d'œuvre

Description

QUÉBEC, le 4 avril 2023 /CNW/ – Les conventions collectives du secteur public étant échues, des syndicats représentant plus de 50 000 travailleuses et travailleurs de la fonction publique au Québec pressent le gouvernement Legault d'accélérer le processus de négociation et de bonifier significativement ses offres salariales. « Nos demandes sont raisonnables dans un contexte toujours marqué par la rareté de la main-d'oeuvre et l'importance de l'inflation. Le gouvernement du Québec sous-paie son personnel comparativement aux autres employeurs du secteur public et, conséquemment, cela pèse de plus en plus lourd sur les services publics au Québec et sur leur capacité à demeurer disponibles pour la population », expriment les organisations syndicales regroupant le SFPQ, SPGQ, APIGQ, SPEQ, SCSGQ et la FCCRQ

Les organisations syndicales tiennent à rappeler que l'indice des prix à la consommation (IPC) s'est maintenu au-dessus de 5 % en février dernier par rapport à l'année précédente et que pour l'année 2022, l'IPC a été de 6,60 %. « Pendant ce temps, le gouvernement propose des augmentations de salaire durant les cinq prochaines années largement sous l'inflation. Une ineptie qui contribuera à faire fuir, autant le personnel en poste que celles et ceux qui lorgnaient un emploi dans la fonction publique du Québec, vers d'autres employeurs plus généreux comme le fédéral, les municipalités, les universités et le privé. L'absence de conditions attractives accentuera inévitablement les problèmes de pénurie de main-d'oeuvre », témoignent les porte-parole syndicaux.

Il n'y a pas qu'en santé et en éducation que les conséquences du manque de personnel ne cessent de s'accumuler et d'être répertoriées dans les médias : retards dans le traitement des dossiers à la SAAQ, attente interminable au téléphone pour obtenir de l'aide, activités au ralenti dans les palais de justice, etc. « Des postes demeurent vacants pendant de longs mois parce qu'ils peinent à trouver preneurs. Les salaires et les conditions de travail sont peu attrayants. Ajoutons à cela le manque de flexibilité et d'ouverture du Secrétariat du Conseil du trésor relativement au télétravail et nous allons directement dans le mur. Les services vont pâtir de ce manque de personnel, c'est inévitable. On ne peut pas faire plus avec moins indéfiniment, nos membres sont à bout de souffle. Il est urgent de réunir les conditions gagnantes pour attirer la relève et retenir le personnel en place », indiquent d'une seule voix les organisations syndicales.

La rareté de la main-d'oeuvre qualifiée découle aussi d'une orientation politique favorisant le recours disproportionné à la sous-traitance. Un frein évident au renforcement de l'expertise interne du gouvernement. « Le manque de personnel entraîne aussi l'affaiblissement de l'expertise interne du gouvernement qui est de plus en plus dépendant de ressources externes, que ce soit dans les technologies de l'information ou encore en ingénierie, pour ne nommer que ceux-là. La liste des emplois en pénurie dans la fonction publique est longue comme le bras : professeurs, psychologues, inspecteurs, architectes, ouvriers, etc. La réalité, c'est que les employés de la fonction publique ne cessent de s'appauvrir et ils sont de plus en plus nombreux à quitter leur poste afin d'obtenir de meilleures conditions

ailleurs. Nous voulons négocier des conditions de travail qui assureront la pérennité des services de la fonction publique », concluent les organisations syndicales.

SOURCE Syndicat de la fonction publique et parapublique du Québec

Categorie

1. Communiqué

date créée

04 Avr 2023